

2014-09-12

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Emploi, heures et politique monétaire optimale

par Maarten Dossche, Vivien Lewis et Céline Poilly

NBB Working Paper No 262 – Research Series

Cet article montre à l'aide d'un modèle que, au sein des grandes firmes, la disponibilité de deux marges d'ajustement du facteur de production travail, à savoir le nombre de salariés et le volume d'heures travaillées par salarié, donne lieu à de nouvelles prescriptions de politique optimale en ce qui concerne les politiques budgétaire et monétaire.

Le modèle proposé présente deux caractéristiques importantes et réalistes et se démarque ainsi d'une grande partie de la littérature existante. Premièrement, les décisions des entreprises en matière de fixation des prix et d'embauche sont soumises à des coûts et des frictions. Ces deux types de rigidités ne sont pas artificiellement distincts l'un de l'autre, et sont à l'œuvre au sein de *chacune* de ces entreprises. C'est un élément important, parce qu'une entreprise qui a opté pour un prix spécifique ajustera son facteur travail pour répondre à la demande qui se présente à ce prix-là. Deuxièmement, les entreprises ne peuvent ajuster que les heures travaillées par salarié pour satisfaire dans le court terme des fluctuations de la demande ; elles ne peuvent modifier la quantité de main-d'œuvre qu'avec un décalage en réponse à des évolutions structurelles de la demande.

La situation d'équilibre révèle des distorsions dans les deux marges d'ajustement du facteur travail. Premièrement, en raison de la combinaison d'une concurrence de type monopolistique sur les marchés de produits et de frictions sur le marché du travail (les négociations salariales associées à un choix des heures du type *right-to-manage*), les heures travaillées par salarié sont trop faibles. Deuxièmement, il en résulte que la valeur virtuelle du travailleur marginal est trop basse et que l'embauche est inférieure au niveau d'efficience.

Dans une grande entreprise, un autre effet (bien connu) sur l'emploi et qui agit en sens opposé est à l'œuvre. L'embauche déplace la charge de la production future de la marge intensive vers la marge extensive. Les heures travaillées par salarié diminuent et, par l'entremise des négociations au sein de l'entreprise, le salaire payé à *tous* les travailleurs diminue également. Considérée séparément, cette externalité engendre une surembauche. Cet article démontre que, pour une calibration standard, le premier effet sur l'emploi domine et l'emploi d'équilibre est trop faible.

Il apparaît que le dosage optimal de la politique budgétaire est une subvention favorisant la consommation privée (pour accroître la production et les heures travaillées par salarié), associée à une taxe sur les revenus des entreprises (pour contrecarrer la surembauche qui serait due à l'externalité générée par les grandes entreprises; voir plus haut).

En l'absence d'instruments budgétaires, les distorsions à l'équilibre engendrent des fluctuations inefficaces du cycle conjoncturel. Le modèle proposé présente une « courbe des salaires » : le salaire fixé dans le cadre de négociations est une fonction convexe des heures travaillées par salarié, le salaire marginal réel augmentant avec le nombre d'heures. Un faible salaire marginal réel à l'équilibre signifie que le salaire réel et, partant, les coûts marginaux réels ne sont pas particulièrement sensibles aux heures travaillées. En raison de cette rigidité des salaires réels, les entreprises utilisent à l'excès la marge en termes d'heures par rapport à la marge en termes d'emploi en réaction aux chocs. Dans ce contexte, la politique monétaire optimale consiste à utiliser l'inflation comme instrument pour amortir les fluctuations inefficaces dans le volume d'heures travaillées.